



**HAL**  
open science

# La valeur du temps, au cœur du grand bouleversement de nos sociétés

Renaud Vignes

► **To cite this version:**

Renaud Vignes. La valeur du temps, au cœur du grand bouleversement de nos sociétés. The Conversation France, 2018. hal-01817042v3

**HAL Id: hal-01817042**

**<https://amu.hal.science/hal-01817042v3>**

Submitted on 19 Nov 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

# La valeur du temps, au cœur du grand bouleversement de nos sociétés

*Cette contribution est tirée de l'article « La déformation sociale du temps est un défi pour nos institutions ». Il sera publié dans le prochain numéro de la revue du Mauss, n°52 (novembre 2018).*

---

Nous manquons de temps. Au cœur de ce constat, il y a deux grands phénomènes. Le premier est économique. Il a été décrit par [Gary Becker](#). Avec lui, le temps apparaît comme un actif économique, un capital fini amené à devenir de plus en plus rare. Le deuxième est d'ordre sociologique et a été développé par [Hartmut Rosa](#) qui propose de relire l'histoire moderne à l'aune du concept d'accélération sociale.

Ces deux phénomènes se renforcent l'un l'autre. Plus nos sociétés accélèrent, plus notre capital-temps se raréfie et prend de la valeur. Cette combinaison forme un processus d'une puissance inouïe, qui se situe au cœur du grand bouleversement de nos sociétés et défie la possibilité même de l'action politique dans sa capacité à transformer l'ordre des choses.

## Le temps devient un input comme un autre

Dans le modèle néoclassique, le consommateur cherche à maximiser son utilité en tenant compte des prix respectifs de chaque bien et de son revenu. Or, dans sa « nouvelle théorie du consommateur », Becker nous indique que ce que cherche en réalité cet agent c'est une « production » optimale de satisfaction. De ce fait, le consommateur devient donc un producteur qui, pour produire les satisfactions qu'il recherche, va combiner des biens et services, ainsi qu'une autre ressource jusqu'ici ignorée par la théorie économique : le temps.

À chaque bien de consommation est donc attachée une fonction de production. Pour un bien donné, la quantité de satisfaction produite sera fonction de la quantité consommée du bien et de la quantité de temps mise en œuvre. Le consommateur/producteur a le choix entre acheter plus de biens ou utiliser plus de temps. Il va donc être amené à comparer les prix de chacun.

Le prix des biens est déterminé sur le marché des biens. Pour le prix du temps, Becker affirme qu'il est mesuré par le taux de salaire. Selon cette analyse, l'augmentation du salaire fait augmenter le prix du temps. Celle-ci va donc entraîner un déplacement de l'activité des productions à base de temps (inviter ses amis à la maison par exemple) vers des productions à base de dépenses (aller au restaurant).

Ainsi, le consommateur/producteur pourra obtenir une même satisfaction en combinant différentes combinaisons temps-dépenses, en fonction des prix relatifs des biens et du temps. C'est le principe des [courbes d'indifférence](#) bien connu des économistes. Mais cette théorie reste-t-elle valable lorsque les salaires n'augmentent plus, ce qui est le cas général aujourd'hui ?

Toutes choses égales par ailleurs, le prix du temps ne devrait plus bouger. Pourtant, et comme le prévoyait Becker, on substitue toujours plus de dépenses au temps. Ceci s'explique par le

fait que dans le modèle [technocapitaliste](#), c'est le prix des produits qui baisse et non celui du travail qui augmente. Le consommateur/producteur, pour maximiser son volume global de satisfactions, cherchera donc bien à réaliser ses préférences par des moyens nécessitant moins d'[inputs](#) temps. Nous comprenons ainsi que la plupart des produits que nous consommons aujourd'hui, correspondent à une politique d'économie de temps (GPS ou livraison de repas à domicile par exemple).

## « Du temps de cerveau disponible »

La hausse de cette forme de demande a pour conséquence d'augmenter la valeur de notre capital-temps. En conséquence, elle explique en grande partie la croissance des pays occidentaux. Ainsi, le temps devient un véritable enjeu pour le processus technocapitaliste, qui va donc chercher à s'en emparer.

En 2004, Patrick Le Lay, à l'époque PDG de TF1, fait scandale en déclarant : « Ce que nous vendons à Coca Cola, c'est du temps de cerveau disponible ». Aujourd'hui, il apparaîtrait comme un visionnaire. Avant tout le monde, il a compris que l'une des grandes sources de profit de la nouvelle économie sera la transformation du temps en un actif économiquement utile.

Dans le monde technocapitaliste, les produits sont de plus en plus fournis gratuitement en échange de quelques secondes d'attention de la part de l'utilisateur. Il faut donc que ces quelques secondes soient très efficaces. C'est au sein du [Persuasive Tech Lab](#) que se développent les recherches les plus avancées dans ce que l'on appelle le domaine de la captologie. Grâce à ces travaux, le système technocapitaliste a pu développer des techniques de persuasion qui orientent l'individu vers un comportement marchand.

Tout comme les chimistes des cigarettiers étaient [payés pour rendre les fumeurs de plus en plus dépendants](#), des milliers de chercheurs et d'ingénieurs le sont pour transformer notre temps en un actif valorisable. Ainsi, à côté du nouveau marché des données dont il est souvent question, se crée un marché tout aussi stratégique, celui du temps. Et ce sont les mêmes acteurs qui s'emploient à le dominer.

## « Le rapide qui dévore le lent »

L'accélération du temps est devenue indispensable à la croissance. Dans son livre [Accélération](#), Hartmut Rosa pose comme hypothèse que notre modèle économique impose un cadre social basé sur le principe d'accélération et que cette accélération transforme en profondeur nos sociétés. Pour lui, le système ne peut se contenter d'une vitesse constante. Compte tenu du ralentissement de la croissance démographique et de la productivité, nombre d'économistes expliquent que le monde doit se préparer à vivre avec une croissance voisine de 1 % à 1,5 % par an. Des taux qui, à l'évidence, sont difficilement compatibles avec le projet technocapitaliste.

Celui-ci a besoin de rendement du capital bien supérieur (la fameuse [inégalité  \$r > g\$  de Thomas Picketty](#)). Et c'est là que l'accélération apparaît comme la solution. Il faut une diffusion plus rapide et plus massive des nouveautés technologiques. Pour accélérer les comportements d'achat, il faut rendre inutiles les anciens produits. Pour pouvoir prêter

toujours plus à des taux toujours plus bas, on va accélérer la vitesse de circulation des titres financiers.

Ce principe d'accélération dessine aussi une nouvelle forme d'organisation économique. L'entreprise qui a de l'avenir est celle qui sera portée par les valeurs de l'entrepreneuriat : l'agilité, l'appât du gain rapide, la mobilité et le changement permanent. Lorsque Klaus Schwab, fondateur du World Economic Forum, déclare : « Dans le monde d'aujourd'hui, ce n'est pas le gros qui mange le petit, [mais le rapide qui dévore le lent](#) »

il nous indique que le temps constitue l'avantage concurrentiel décisif, la rapidité d'action est survalorisée. On ne demande plus à un collaborateur du travail bien fait, d'aller au fond des choses. Ce qu'on exige de sa part est qu'il aille de plus en plus vite.

## **La désynchronisation du temps politique**

De nos jours, c'est à l'ensemble de nos sociétés que l'on demande d'accélérer. Le grand modèle porté par les dirigeants du monde entier est celui de la start-up censée représenter ce qui se fait de plus efficace en matière d'adaptation à un monde en accélération permanente. À tel point que l'on se plaît à imaginer la France devenir une « start-up nation ». Or, au niveau d'une nation, il n'est pas sûr qu'accélération rime avec harmonie et inclusion sociale.

Avec la montée en puissance de ces nouveaux modèles économiques, nous assistons surtout à une transformation des marchés qui, d'un côté, permettent au gagnant de les emporter en totalité, et donc de créer des rentes monopolistiques et, de l'autre, conduisent à une précarisation des emplois de travailleurs devenus prétendument indépendants avec, à la clé, un creusement des inégalités et un phénomène majeur de déliaison sociale.

Le modèle de la start-up est symbolique du principe d'accélération qui caractérise notre monde. Mais, pour qu'il s'applique à l'ensemble de nos sociétés, cette vision impose l'idée que le temps du droit, du politique, du social est lui aussi capable d'accélérer. Cette idée revient à ignorer, voire à remettre en cause, le rôle des institutions démocratiques, judiciaires et sociales qui, par nature, procède d'une autre temporalité.

## **L'accélération sociale nous fait entrer dans un monde liquide**

La dynamique qui s'opère sur le marché des qualifications est une parfaite illustration des conséquences sociales de ce phénomène. L'accélération des rythmes économiques, des progrès technologiques, de la complexité des systèmes imposent un accroissement de plus en plus rapide de la demande de qualification. L'offre de qualification, qui relève d'un processus de formation/adaptation beaucoup plus lent, a de plus en plus de mal à suivre. C'est pourquoi le système technocapitaliste est inégalitaire par nature.

Sur les marchés où le niveau de qualification est élevé, nous sommes dans une situation de demande excédentaire. En conséquence les revenus ont tendance à augmenter. Par contre, sur le marché des faibles qualifications, c'est l'offre qui est structurellement excédentaire. Cet écart est amené à grandir par le simple phénomène de l'accélération du progrès technique. Devant l'abondance de l'offre à faible qualification, les salaires vont rester stables, voire baisser.

L'accélération des rythmes du changement chahute notre vie sociale. Dans un mode de vie accéléré, il devient difficile de construire de véritables relations. Les individus essaient de saisir les opportunités qui s'offrent à eux. [Zygmunt Bauman](#) constate que nos sociétés se caractérisent par la disparition des permanences. Comme l'eau d'une rivière, nos sociétés se transforment continuellement. Il prend l'exemple de l'amour ou du sentiment comme témoin de cette liquéfaction : dans une société toujours plus individualiste, les liens permanents et structurés entre hommes et femmes deviennent très improbables. De la même manière, l'accélération des exigences en matière de mobilité professionnelle rend quasi impossible le maintien d'institutions sociales puissantes. C'est pourquoi il propose de les qualifier de « sociétés liquides ». Dans celles-ci, les relations sociales sont de plus en plus impalpables et improbables. L'État devient simple gestionnaire d'une société ultra concurrentielle, où les principes d'enracinement, de permanences et de solidarités interpersonnelles sont affaiblis à l'extrême. Ce que Bauman nomme la « modernité liquide » correspond ainsi à notre mode d'existence insaisissable et atomisé.

Chaque révolution industrielle s'est accompagnée d'une accélération. Au Moyen-Âge, le temps se décomptait en semaines, en jours. L'apparition de la modernité au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles s'accompagne de mesures en minutes, en secondes. Aujourd'hui, la mesure du temps c'est la nano-seconde. À cette vitesse, nos institutions sont prises par un système qui décide à leur place. Nous le savons pour ce qui concerne les marchés financiers. Mais le problème est bien plus général. L'État n'est plus qu'une machine à suivre ce que le marché décide. Dans ce sens, la déformation sociale du temps est l'un des tout premiers facteurs explicatifs de l'impuissance du politique. Dans ce grand bouleversement, chacun essaye de se rattraper à ce qu'il peut, et parfois au pire.